



Dites simplement non au PSP

Cinq raisons rapides de s'opposer au Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité

Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord est tellement une grosse entente, avec tellement de recommandations de politiques dans tant de secteurs, qu'on a parfois l'impression de devoir rédiger un essai de dix pages pour comprendre entièrement pourquoi il s'agit d'une entente si pourrie pour le Canada. Mais ce n'est vraiment pas si compliqué. Le Conseil des Canadiens s'oppose au PSP pour cinq raisons principales liées à son incidence sur la démocratie, l'eau, l'énergie, la politique militaire et étrangère et la sécurité réelle des citoyens d'un bout à l'autre du continent.

1. Le PSP est antidémocratique

Le PSP est la manifestation politique d'un grand plan d'intégration économique et de la sécurité qui n'a jamais fait l'objet d'un vote dans aucun pays. Les groupes de pression des grandes entreprises comme le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) ont élaboré presque la totalité des 300 initiatives du PSP et le CCCE continue d'être le seul groupe canadien à participer au PSP. En mai 2006, le premier ministre Stephen Harper a placé dix membres du CCCE sur un conseil consultatif permanent de haut niveau, le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC). On a demandé à ce groupe « d'établir les priorités des priorités » du PSP et d'être « le moteur du changement ». Le public et la plupart de nos élus n'ont rien su du tout pendant ce temps.

2. Le PSP est du gaspillage d'énergie

On peut dire que l'énergie est la colle épaisse qui tient les pièces du PSP ensemble. Le Canada et le Mexique ont convenu de donner aux sociétés pétrolières américaines une prise encore plus ferme sur les ressources des deux pays en retour de vagues assurances que les États-Unis ne fermeront pas la frontière à nos produits. Au Canada, cela signifie garantir de quintupler la production des sables bitumineux, peu importe les conséquences pour l'environnement et la santé publique – et même si cela rend les réductions d'émissions de gaz à effet de serre impossible. On construit des pipelines pour expédier le bitume brut de l'Alberta vers les raffineries des États-Unis, ce qui signifie que nous n'obtenons aucun emploi de cette vente en catastrophe de notre énergie. Au Mexique, si l'industrie pétrolière et gazière appartient encore miraculeusement à l'état, le lobby des entreprises derrière le PSP travaille fort pour la privatisation. Il est évident que ce « partenariat » consiste à assurer la sécurité énergétique des États-Unis aux dépens des emplois et de l'environnement du Canada et du Mexique, et qu'il s'agit par conséquent d'un gaspillage incroyable d'énergie pour le Canada.

3. Le PSP entraînera les exportations d'eau en vrac

Une table ronde du PSP sur « l'avenir de l'environnement nord-américain » qui a eu lieu le 27 avril 2007 à Calgary a discuté de questions comme « la consommation d'eau, les transferts d'eau et les déviations artificielles d'eau en vrac » [traduction] dans le but de réaliser « l'utilisation conjointe optimale de l'eau disponible [de l'Amérique du Nord] » [traduction]. Cette rencontre faisait partie du projet Futur de l'Amérique du Nord 2025 (North American Future 2025 Project) financé par la Maison-Blanche et appuyé par le gouvernement du Canada comme un véhicule « pour aider à orienter le Partenariat continu sur la sécurité et la prospérité » [traduction] selon un article de presse de CanWest. « Ce n'est pas un secret que les États-Unis vont avoir besoin d'eau, a déclaré le leader du projet Armand Peschard-Sverdrup au Ottawa Citizen. Ce n'est pas un secret que le Canada aura une surabondance d'eau. Ultiment, il devra peut-être y avoir des ententes. » [traduction] Ces « ententes » sont clairement discutées à huis clos et cela doit cesser immédiatement.



4. Le PSP diminue la sécurité des Canadiens

Les listes mixtes d'interdiction de vol du Canada et des États-Unis, le service d'aéroport exclusif pour les « voyageurs dignes de confiance », et les politiques d'immigration fondées sur la race qui criminalisent les personnes des pays à « risque élevé ». Voilà quelques-unes des mesures de « sécurité » extrêmement perturbantes que le PSP contient. Le simple fait que Maher Arar est encore sur la liste d'interdiction de vol des États-Unis, en dépit de son exonération et des excuses officielles que la GRC et notre gouvernement fédéral lui ont présentées, est la preuve qu'aucune de ces mesures ne peut rendre les Canadiens plus en sécurité. En fait, elles accroissent l'insécurité des milliers de personnes qui peuvent être interdites de vol, détenues inutilement, ou même déportées à cause de l'endroit où elles sont nées ou en raison des personnes avec qui elles s'associent.

5. Le PSP nous lie à la « guerre contre la terreur » des États-Unis

Le PSP lie le Canada encore plus étroitement à un gouvernement américain militariste et érodera inévitablement toutes les différences qui existent actuellement entre les politiques étrangères et de défense de nos deux pays. Nous voyons déjà le Canada amplifier son rôle en Afghanistan et l'annoncer sur des panneaux-réclame à Washington, D.C. Nous voyons se transformer notre position sur les enjeux du Moyen-Orient et le Canada appuyer la position des États-Unis à tout coup. Et nous voyons le lobby des grandes entreprises continuer d'essayer d'amener le Canada à s'engager dans le système de défense antimissile et à créer un commandement militaire mixte pour l'ensemble de l'Amérique du Nord. Tout cela en dépit des sondages d'opinion publique sur le site Web du ministère des Affaires étrangères qui montrent que 83 % des Canadiens préféreraient que nous nous forgions une politique étrangère indépendante, malgré les conséquences négatives que cela pourrait avoir sur le commerce avec les États-Unis.

Il est temps de mettre un terme au PSP!

Le Conseil des Canadiens exige que le Canada cesse tous les pourparlers menant à une intégration plus poussée du Canada et des États-Unis, incluant le prochain sommet du PSP à Montebello, Québec les 20 et 21 août 2007. À tout le moins, nous devons faire en sorte que la Chambre des communes puisse faire un débat complet sur le PSP à la Chambre des communes. Nous devons également démanteler le Conseil nord-américain pour la compétitivité et consulter réellement les Canadiens pour qu'ils participent aux décisions sur les relations canado-américaines. La majorité des Canadiens préféreraient un « partenariat de souveraineté et de justice » avec les États-Unis, qui protège l'énergie et l'eau du Canada, préserve une politique étrangère indépendante et traite les vraies préoccupations de sécurité au lieu des fantaisies de l'administration Bush.